L'Allemagne du vivre ensemble

Stephan Martens

Dans Politique étrangère 2016/1 Printemps , pages 79 à 91
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674836
DOI 10.3917/pe.161.0079
Date de mise en ligne : 02/03/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-79?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'Allemagne du vivre ensemble

Par **Stephan Martens**

Stephan Martens est recteur honoraire et professeur de civilisation allemande contemporaine à l'université de Cergy-Pontoise.

Puissance économiquement dominante de l'Europe, l'Allemagne est optimiste sur son destin mais confrontée à un monde qui lui demande plus que ce qu'elle veut lui donner. L'Allemagne est ouverte face à l'arrivée de réfugiés et migrants en Europe, elle soutient la France face à Daech, mais elle est toujours aussi réticente à s'engager sur la scène internationale autrement que comme puissance civile, servante du droit. Le pays pourra-t-il aller au bout de son rêve d'être une grande Suisse ?

politique étrangère

En dépit du coût financier de son unification, le pays, 25 ans plus tard, n'a jamais été aussi puissant sur le plan économique. Angela Merkel, à la tête d'un gouvernement de « grande coalition » entre chrétiens démocrates et chrétiens sociaux (CDU/CSU) et sociaux-démocrates (SPD) (2005-2009), puis d'une coalition entre CDU/CSU et libéraux du FDP (parti libéral démocrate) (2009-2013), enfin à nouveau d'une grande coalition CDU/CSU et SPD depuis 2013, incarne une Allemagne plus sûre d'elle-même, plus résolue à défendre ses intérêts, dans la ligne de l'évolution qu'avait amorcée Gerhard Schröder. Une Allemagne qui entretient aussi une culture de la réticence, qui n'est pas prête à s'engager militairement à tout-va, donnant la priorité à la diplomatie, dans la tradition de sa politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Mais 2015 est pour l'Allemagne l'année d'une prise de conscience : « Le monde n'est pas loin, à l'extérieur, mais ici[1]. » Elle est confrontée, comme tous les pays européens, à la menace terroriste et doit faire face à un défi majeur : l'arrivée massive sur le territoire fédéral de réfugiés et migrants. La question n'est plus de savoir comment faire vivre une Europe avec prépondérance allemande, comme l'écrivait François Furet en 1996,

1. B. Fehrle, « 2015 war das Jahr der Erkenntnis », *Berliner Zeitung*, 31 décembre 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

mais de savoir comment l'Allemagne, dans l'intérêt de l'Europe, gérera sa puissance, surmontera les défis.

Un *leadership* économique en Europe

Il est difficile d'imaginer aujourd'hui que l'Allemagne fut « l'homme malade de l'Europe » du début du siècle. Enviée ou critiquée par ses voisins, la locomotive économique de l'Europe, premier fournisseur de la quasi-totalité des pays sur le continent, est redevenue son moteur le plus puissant en matière de croissance, d'emploi et de consolidation des finances publiques. Les réformes structurelles de l'« Agenda 2010 », lancées par le chancelier Schröder en 2003 et poursuivies par la chancelière Merkel, ont porté leurs fruits, comme la rigueur budgétaire – obsession en Allemagne –, le sacro-saint principe du « frein à l'endettement » (*Schuldenbremse*), ou « règle d'or » ayant contraint à l'équilibre budgétaire[2]. Même l'introduction du salaire minimum (8,50 euros de l'heure) au 1er janvier 2015 n'a pas eu les conséquences redoutées. On craignait des centaines de milliers de pertes d'emploi, c'est l'inverse qui s'est produit : le marché de l'emploi allemand comptait 43,5 millions d'actifs en octobre 2015, 400 000 de plus qu'un an plus tôt. En 2015, l'Allemagne connaît un quasi plein emploi, avec un taux de chômage de 4,5 %.

L'optimisme et le pragmatisme affichés par les jeunes Allemands en 2015 sont d'ailleurs remarquables. Selon la 17e enquête Shell présentée à Berlin le 13 octobre 2015, 61 % des sondés se déclarent optimistes pour leur avenir, chiffre en constante progression depuis 2006. 52 % des sondés affichent leur optimisme sur l'avenir de la société, une première depuis les années 1990. Si 69 % des sondés trouvent normal que l'Allemagne joue un rôle international important, ce n'est pas pour souhaiter un engagement militaire accru, mais pour soutenir la qualité des produits allemands. Ils considèrent d'autre part qu'aux plans culturel et social, l'Allemagne peut être un modèle pour d'autres pays dans le monde[3].

Depuis l'aggravation de la crise de la zone euro, en 2008-2009, la politique d'austérité imposée par Berlin en particulier à ses partenaires du Sud, a entraîné une forte montée de germanophobie. Angela Merkel s'est ainsi démarquée de la politique européenne du chancelier Helmut Kohl : pour elle « l'Europe n'est pas une question de guerre ou de paix, mais d'euro

2. Le « frein à l'endettement », obligation introduite dans la Loi fondamentale en 2009, stipule qu'à partir de 2016 le déficit budgétaire ne peut être supérieur à 0,36 % du PIB.
3. Sondage Shell mené auprès d'un échantillon représentatif de 2 500 personnes âgées de 12 à 25 ans ; disponible sur : <www.shell.de>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)
CONTRECHAMPS

et de cents »[4]. L'Allemagne joue un rôle déterminant dans la résolution de la crise des dettes publiques ; mais en brandissant la menace d'une sortie de la Grèce de la zone euro pour obtenir du gouvernement grec de nouvelles et sévères mesures d'austérité, elle a atteint son image européenne à l'étranger. D'autant que Berlin ménage ses intérêts, parfois de manière cynique en faisant le contraire de ce qu'elle proclame : puissance écologique, elle a bloqué au plan européen l'adoption de règles anti-pollution défavorables à son industrie automobile. Le scandale de 2015 autour des véhicules diesel Volkswagen – symbole de l'excellence allemande – éclaire le fonctionnement corporatiste de la société allemande et les risques de dérives politiques « pour ne pas nuire à la Deutschland AG »[5].

Le 21 mars 2015, *Der Spiegel* publie en couverture un photomontage montrant la chancelière Merkel entourée d'officiers nazis devant l'Acropole à Athènes, sous le titre : « The German Übermacht. Wie Europäer auf die Deutschen blicken » [« La grande puissance allemande. Comment les Européens voient les Allemands »]. Le dossier veut dénoncer les clichés sur l'Allemagne et les critiques formulées sur elle notamment dans les États touchés par l'austérité comme la Grèce, parce que « dans certains pays partenaires fleurissent les comparaisons avec les nazis »[6]. Des intellectuels allemands s'inquiètent du retour d'une Allemagne arrogante et non solidaire en Europe : au lendemain du sommet des chefs d'État et de gouvernement de la zone euro sur la Grèce, les 12 et 13 juillet 2015, le sociologue Jürgen Habermas considérait que le gouvernement fédéral avait « dilapidé en l'espace d'une nuit tout le capital politique qu'une Allemagne meilleure avait accumulé depuis un demi-siècle », les précédents gouvernements allemands ayant démontré une « plus grande sensibilité politique »[7].

Depuis l'unification, les dirigeants allemands ne cessent cependant de répéter, suivant Thomas Mann, qu'ils veulent une « Allemagne européenne et non une Europe allemande »[8]. Lors d'une conférence de presse en présence du Premier ministre polonais Donald Tusk, à Berlin en avril 2013,

4. N. Blome *et. al*., « Angela de Gaulle », *Der Spiegel*, 14 mars 2015, p. 35, disponible sur : <http://magazin.spiegel.de>.
5. L'expression, que l'on peut traduire par « Société anonyme Allemagne », désigne ce réseau de participations croisées entre Banque / Industrie / État et Länder, et les formes de contrôle entre dirigeants des grandes entreprises allemandes, pour garantir l'industrie contre les investisseurs étrangers. Ce mode d'organisation, qui a connu son apogée dans les années 1990, a favorisé un véritable verrouillage du capital des grandes entreprises.
6. N. Blome *et. al*., « Das Vierte Reich », *Der Spiegel*, 21 mars 2015, p. 20.
7. Entretien avec J. Habermas, *The Guardian*, 16 juillet 2015.
8. Entretien avec W. Schäuble, « Wir wollen kein deutsches Europa », *Süddeutsche Zeitung*, 20 juillet 2013.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

la chancelière Merkel soulignait que son pays ne voulait pas imposer ses conceptions économiques à l'ensemble de l'Union : « L'Allemagne a parfois un rôle compliqué, car nous sommes la plus grande économie européenne, mais elle agira uniquement de concert avec ses partenaires. L'idée d'hégémonie m'est totalement étrangère. » L'ambiguïté persiste néanmoins. Devant le Bundestag, le 10 septembre 2014, elle déclare : si l'état de santé du pays est bon, c'est grâce à une « stricte discipline budgétaire, et ce qui vaut pour l'Allemagne vaut pour l'Europe ». En érigeant le « frein à l'endettement » en principe constitutionnel, l'Allemagne s'interdit de participer à une quelconque politique de relance budgétaire coordonnée.

Ayant acquis le statut de nation économique dominante du vieux continent, l'Allemagne bine-t-elle subtilement les champs des possibles, ou n'obéit-elle qu'à des préceptes fondamentaux ? En 2015, l'Allemagne supporte les effluves d'une germanophobie montante, et lance un grand « bienvenue » aux réfugiés syriens. Rien ne serait plus simpliste que d'opposer la « cruauté » de l'Allemagne vis-à-vis de la Grèce à sa « générosité » à l'égard des migrants. Il ne s'agit pas de sentiments bons ou mauvais, mais de l'application cohérente d'une même philosophie politique, triomphante dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et jamais vraiment remise en cause depuis : l'ordolibéralisme. C'est au nom des mécanismes du marché et des libertés individuelles, indissociables les uns des autres, que du point de vue allemand il faut à la fois rembourser ses dettes et prendre au sérieux le droit d'asile.

L'ouverture au monde : la conscience mondiale

Redevenu en 1990 géographiquement et économiquement la puissance « centrale » en Europe[9], le pays se vit au centre de multiples interactions. L'Allemagne est le point d'intersection d'axes relationnels intenses de toutes sortes depuis des siècles. Aujourd'hui, ils ne font pas d'elle un champ de bataille, mais un lieu d'organisation continentale, l'espace allemand étant perçu comme un agencement de flux de valeurs marchandes, mais aussi de flux de vecteurs de modèles, comme l'expérience régionale – le fédéralisme –, ou l'économie sociale de marché. L'Allemagne est le pays de transit numéro un en Europe, le pays qui, depuis la chute du Mur, a accueilli le plus grand nombre de réfugiés en provenance d'Europe centrale et orientale – notamment de Yougoslaves fuyant la guerre au début des années 1990 – et qui, en 2014, est en deuxième

9. Cf. H.-P. Schwarz, *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*, Berlin, Siedler, 1994.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

position (derrière les États-Unis, mais devant le Canada et l'Australie) des pays accueillant le plus d'immigrés : 400 000 étrangers s'y sont installés en 2012, ce qui correspond à un doublement par rapport à 2010[10]. L'Allemagne est devenue une terre d'immigration, sa situation économique attirant les ressortissants des pays du Sud de l'Union, frappés par la crise, ou de l'Est.

La société allemande de 2015 n'a plus grand-chose à voir avec celle du début des années 1990. Le 3 juillet 2014, dans l'indifférence quasi-générale, le Bundestag fait tomber le refus dogmatique de la double nationalité en adoptant une loi l'accordant aux enfants nés en Allemagne de parents étrangers, pourvu qu'ils y aient passé huit ans avant leur majorité. En 1999, la CDU/CSU avait mené un combat très violent contre une telle réforme, qui représente une entorse au principe du droit du sang[11]. Face aux flux de migrants et de réfugiés, notamment syriens, la chancelière Merkel décide le 4 septembre 2015 d'accueillir d'urgence des milliers de réfugiés bloqués en Hongrie. Pour la seule année 2015, 1,09 million de nouveaux arrivants ont été accueillis sur le sol allemand – contre 79 000 pour la France. C'est cinq fois plus qu'en 2014, lorsque le pays avait enregistré 200 000 demandes d'asile sur l'année[12].

Depuis le début de la crise migratoire en Europe, Angela Merkel répète que les pays de l'UE, réticents à accueillir toujours plus de migrants, ont un devoir moral envers les réfugiés qui fuient la guerre ou la répression. Sa décision découle d'une vraie vision : élevée en RDA, la chancelière sait qu'aucun mur ne résiste à la pression populaire. Pour cette fille de pasteur, les 500 millions d'Européens ne peuvent plus se permettre d'ignorer la misère et la souffrance à leur porte. La pression des réfugiés politiques et économiques aujourd'hui, des réfugiés climatiques demain, est devenue telle que murer l'Union n'est pas une solution durable. Et resurgit le souvenir d'un temps où, de la fin de la Seconde Guerre mondiale au début des années 1950, l'Allemagne dut accueillir quelque 12 millions de réfugiés, tous d'origine allemande à défaut d'en avoir la nationalité, que les nouvelles démocraties populaires soviétisées avaient expulsés. Pour la chancelière, il faut tirer les leçons de l'histoire pour surmonter la crise actuelle. À l'occasion des 60 ans de la politique des

10. OCDE (éd.), « Is Migration really increasing? », *Migration Policy Debates*, mai 2014, disponible sur : <www.oecd.org>.
11. Au titre du droit du sol, la loi du 15 juillet 1999 autorisait un enfant à acquérir la nationalité allemande par naissance si les parents résidaient effectivement en Allemagne depuis huit ans, mais à sa majorité il devait opter pour la nationalité allemande ou pour la nationalité étrangère.
12. Chiffres, pour l'Allemagne, de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (6 janvier 2016) et, pour la France, de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (12 janvier 2016).

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

« travailleurs invités » (*Gastarbeiter*)[13], le 7 décembre 2015 à Berlin, elle rappelle que les Allemands « ont dû apprendre que l'ouverture d'esprit ne les coupait pas de leur propre identité et de leur culture, mais les enrichissait ». Devant le congrès de son parti le 14 décembre 2015, elle tient sur ses principes : l'Allemagne est un « pays ouvert, curieux, tolérant […] qui voit aussi le monde avec les yeux des autres, qui aide les personnes en situation de détresse », et « au XXIe siècle, s'enfermer n'est pas la solution ».

Aux yeux d'Angela Merkel, partisan du libre-échange et de la libre circulation des personnes, les réfugiés incarnent à leur corps défendant la mondialisation : en en accueillant des centaines de milliers, l'Allemagne paie son dû à une globalisation qui, depuis des décennies, fait sa fortune.

Les migrants, produits de la mondialisation

Au Bundestag le 9 septembre 2015, Katrin Göring-Eckardt, députée des Verts, s'exclame : « Nous vivons en ce moment en Allemagne un vrai conte de fées de septembre […] Nous sommes soudains les champions du monde de la serviabilité […] Et je peux dire que pour la première fois je suis vraiment fière de mon pays[14]. » La chancelière, les partis CDU et SPD, les médias, ont développé une vraie « culture de l'accueil » (*Willkommenskultur*), sorte de *soft power*, qui s'explique par le souci de servir une image positive du pays et par celui de construire une Allemagne puissance vertueuse et humanitaire.

L'accueil spontané des Syriens par des Allemands habités d'une forme de philanthropie, a offert au monde l'image d'un pays accueillant. « Angela Merkel, la fierté de l'Europe », titre *Le Monde* dans son éditorial du 10 septembre 2015 ; son volontarisme valant à la chancelière d'être désignée « personnalité de l'année » par *Time* : « Angela Merkel. Chancelière du monde libre. » Derrière la générosité se profile pourtant un calcul politique : le principal défi auquel l'économie allemande doit faire face dans les décennies à venir est son inquiétant effondrement démographique, une évolution de nature à remettre en cause la pérennité de ses régimes sociaux. D'ici 2050/2060, la population active se contracterait d'un tiers, le nombre d'habitants passerait de 81 à 65 millions. Plusieurs secteurs économiques sont déjà touchés par le manque de main-d'œuvre : la santé, l'encadrement administratif ou les métiers techniques. Sigmar Gabriel (SPD), vice-chancelier et ministre de l'Économie, pouvait dire au

13. Le premier accord bilatéral facilitant l'immigration de travail avait été signé en 1955 avec l'Italie.
14. La député fait allusion à la coupe du monde de football organisée en Allemagne en 2006, qui fut un énorme succès populaire, où elle fut surnommée « conte de fées d'été » (*Sommermärchen*) et donna une image très positive du pays à l'étranger.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Bundestag le 9 septembre 2015 que si les flux migratoires actuels constituent le « plus grand défi national et européen depuis l'unification », ils peuvent « se transformer en une chance inédite pour l'Allemagne en réglant la question de la pénurie de main-d'œuvre ». Une politique d'immigration active permettrait de maîtriser le déclin démographique et de pérenniser l'économie nationale.

Mais l'attractivité économique allemande, indéniable si l'on considère le choix des réfugiés, peut se retourner contre le gouvernement fédéral. Les Länder s'inquiètent du coût de l'accueil des réfugiés qui pourrait dépasser 17 milliards d'euros pour 2016. Plus de 800 attaques ont été dénombrées en 2015 contre des foyers de réfugiés – quatre fois plus qu'en 2014. Les agressions du Nouvel an à Cologne, commises presque exclusivement par des personnes d'origine étrangère, sur des centaines de femmes victimes de vols à la tire et d'abus sexuels, ont mis la chancelière et sa politique d'ouverture dans une position très inconfortable, et provoqué des doutes sur la capacité du pays à intégrer le million de demandeurs d'asile de 2015 : « Auf der Kippe. Wie die Silvesternacht Deutschland verändert » [« Situation délicate. Comment la nuit de la Saint-Sylvestre transforme l'Allemagne »] titre *Der Spiegel* le 9 janvier 2016. Si l'offre populiste n'est pas vraiment intégrée au paysage politique allemand, le mouvement Pegida [Européens Patriotes contre l'islamisation de l'Occident], né en 2014, hostile à « l'islamisation » du pays, et l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), fondée en 2012, parti anti-européen et anti-migrants, concourent à créer un front hostile à l'arrivée de nouveaux réfugiés, considérant que leur arrivée constitue un défi politico-social quasi insurmontable.

Mais la jeunesse allemande, plus ouverte que jamais à la différence, ne s'y trompe pas. Dans l'enquête Shell de 2015, elle redoute de plus en plus la xénophobie (40 % en 2010, 48 % en 2015), et l'immigration ne fait peur qu'à un sondé sur trois (29 %) ; enfin les sondés ne sont que 37 % à souhaiter une restriction de l'immigration (48 % en 2002, 58 % en 2006). L'Allemagne est devenue leader dans son engagement pour un « vivre ensemble civilisé »[15]. Dans ses vœux du 31 décembre 2015, la chancelière voyait la grande tâche de l'intégration comme une « chance pour demain », concluant : « Nous allons y arriver » (*Wir schaffen das*), reprenant la formule répétée depuis septembre.

15. L. Fix, « Eine deutsche Metamorphose. Vom unsicheren Kantonisten zur europäischen Führungsmacht », *Internationale Politik*, n° 6, novembre-décembre 2015, p. 56.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Une puissance réticente

Ce n'est pas parce qu'elle affirme ses intérêts de manière plus décomplexée que l'Allemagne devient une grande puissance politique et militaire[16]. En 2015, la Bundeswehr est engagée avec 4 000 soldats dans 17 missions à l'étranger, la plupart correspondant à des missions de conseil et de formation de policiers et militaires, notamment au Soudan ou au Darfour. Les interventions d'envergure ont lieu dans le cadre de l'OTAN : près de 980 soldats de la Bundeswehr sont impliqués dans la « Resolute Support Mission » en Afghanistan, et près de 850 le sont au Kosovo dans la KFOR. L'opinion reste cependant allergique à toute stratégie basée sur la force. Les interventions internationales offensives sont donc rejetées. Fin 2014, 62 % des sondés (contre 34 %) ne souhaitaient pas que l'Allemagne s'engage plus dans des interventions militaires[17]. Les citoyens allemands perçoivent la Bundeswehr, conçue à l'origine pour être une armée défensive, démocrate et non-violente, comme une armée « démilitarisée » s'occupant d'aide humanitaire, de reconstruction et de maintien de la paix. Le recours à la force reste un élément très sensible, et exige l'accord préalable du Bundestag – le gouvernement fédéral utilisant lui-même le processus d'octroi de mandat pour s'assurer que toute intervention sera limitée, et sous contrôle.

Si l'Allemagne apparaît sur la scène internationale hésitante et indécise dès qu'il s'agit d'intervenir militairement, c'est que son passé borne ses marges de manœuvre en politique intérieure et extérieure. Le caractère très sensible du débat sur l'action militaire extérieure de l'Allemagne, 70 ans après la chute du Troisième Reich – voir la une du *Der Spiegel* du 25 mars 2013 : « Das ewige Trauma. Der Krieg und die Deutschen » [« L'éternel traumatisme. La guerre et les Allemands »] – n'empêche pas le pays d'être le troisième exportateur mondial d'armements en 2015, derrière les États-Unis et la Russie et devant la Chine et la France. Mais les débats sur l'identité allemande, sur la place de l'Allemagne en Europe et dans le monde sont loin d'être clos. Le président Joachim Gauck dans son discours commémorant en 2015 devant le Bundestag le 70e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz par l'Armée rouge rappelait : « Il n'y a pas d'identité allemande sans Auschwitz. » Il faut devenir « normal », en gardant à l'esprit que l'identité allemande demeure, pour une part, criminelle.

16. S. Martens, « L'Allemagne unifiée. Une puissance aux pieds d'argile », *in* D. Herbert, H. Miard-Delacroix, H. Stark (dir.) ; *Allemagne. Entre rayonnement et retenue*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2016 (à paraître) et H. Kundnani, *The Paradox of German Power*, Londres, Hurst Publishers, 2014.

17. W. Ischinger (éd.), « Collapsing Order, Reluctant Guardians? », *Munich Security Report*, 26 janvier 2015, p. 11.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

70 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le passé ne passe pas. Le Premier ministre grec Tsipras, en visite officielle à Berlin, n'hésite pas à aborder, en conférence de presse et en présence d'Angela Merkel le 23 mars 2015 le dossier des réparations des crimes de la Seconde Guerre mondiale. Pour le gouvernement fédéral, le chapitre des réparations est politiquement et juridiquement clos, mais il a tout de même proposé d'augmenter la contribution de l'Allemagne au Fonds d'avenir germano-grec, actif depuis 2014, et qui entend promouvoir des projets axés sur la réconciliation et le travail de mémoire entre les deux pays – à l'image du Fonds d'avenir germano-tchèque mis en place en 1997. En Allemagne même, l'édition commentée de *Mein Kampf* d'Adolf Hitler – entré dans le domaine public début 2016 –, rencontre un vif succès. Publié par l'Institut d'histoire contemporaine de Munich en deux volumes et assorti de 3500 notes explicatives et critiques, l'ouvrage de près de 2000 pages a fait l'objet de vives controverses, mais aussi de 15000 précommandes le jour même de sa mise en vente[18].

Les lignes directrices de la politique allemande demeurent depuis la naissance de la RFA : valeurs de la paix, respect des droits de l'homme, promotion de la démocratie et de l'état de droit, développement des relations bilatérales et d'un multilatéralisme efficace. Les bonnes intentions tranchent néanmoins avec les réalités sur le terrain : s'en tenir au seul primat de la continuité bride la capacité de réaction et d'adaptation de l'Allemagne à des défis stratégiques inédits et à la multiplication des crises. Même le rapport *Krise, Ordnung, Europa* [Crise, Ordre, Europe], publié par le ministère des Affaires étrangères en février 2015, à l'issue d'une année de débats avec des experts allemands et étrangers, dans le cadre du projet *Review 2014. Außenpolitik – weiter denken. Was ist falsch an der deutschen Außenpolitik ?* [Penser la politique extérieure. Quelles sont les failles de la politique étrangère allemande ?], lancé par le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, n'apporte guère d'éléments nouveaux – hors du vœu pieux d'agir de manière plus substantielle sur la scène internationale.

S'engager plus à l'international ?

Depuis son abstention de mars 2011 au Conseil de sécurité, lors du vote sur la résolution franco-britannique visant à protéger militairement les populations civiles contre les exactions du régime Kadhafi, l'Allemagne tente d'adopter une attitude plus prévisible. Les acteurs de la grande coalition CDU/CSU et SPD, revenus au pouvoir en 2013, ont réaffirmé leur volonté de peser à l'international. Devant la 50e Conférence sur la sécurité

18. C. Hartmann *et. al*. (éd.), A. Hitler, *Mein Kampf. Eine kritische Edition*, Institut für Zeitgeschichte, Munich/Berlin, 2016.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

de Munich, en février 2014, la ministre de la Défense Ursula von der Leyen (CDU), déclare que son pays « est prêt à élargir son engagement ». Franck-Walter Steinmeier explique que l'Allemagne « est trop grande pour se limiter à commenter les événements ». Le président Gauck avait insisté, à l'ouverture de la Conférence, sur la nécessité de s'engager plus sur la scène internationale : les Allemands « ne doivent pas prendre prétexte de la culpabilité passée de leurs pays pour fermer les yeux ». Mais lorsque Ursulua von der Leyen explique, devant la même Conférence un an plus tard, que l'Allemagne est prête à assumer plus de responsabilités en « dirigeant depuis le centre », elle signifie par là que le pays, en matière de politique étrangère, ne veut pas se retrouver dans une situation précaire, l'isolant de ses principaux partenaires. À l'image du président François Hollande et de la chancelière, partis en médiateurs en février 2015 à Kiev et à Moscou pour amener les parties à trouver un terrain d'entente, la priorité allemande est la concertation et la démarche commune. En somme, la formule « Diriger depuis le centre » exprime la volonté de ne pas agir en solitaire, mais de concert.

La chancelière n'a pas hésité à exprimer sa solidarité envers Paris après les attentats du 13 novembre, en annonçant un engagement des forces armées allemandes en Syrie contre l'État islamique. Suite au vote du Bundestag du 4 décembre 2015, Berlin aligne six avions *Tornado* de reconnaissance et un avion ravitailleur, ainsi qu'une frégate de protection du *Charles de Gaulle*. Entre 900 et 1 200 soldats de la Bundeswehr participent à ces missions. Pour la première fois depuis l'arrivée d'Angela Merkel au pouvoir, l'Allemagne prend part à un nouveau conflit armé : un tournant dans la politique allemande à l'égard de la Syrie, en phase avec la volonté de Berlin d'avoir une politique extérieure plus active et correspondant à son poids économique. Mais il reste difficile de discerner l'avènement d'une nouvelle culture stratégique. Même quand il s'agit de lutter contre Daech, le terme de « guerre » n'est jamais prononcé par la chancelière ni par les membres du gouvernement. Et les avions de combat *Tornado* sont équipés de systèmes de reconnaissance, mais sans armement, et ne participent donc pas aux bombardements. Les Allemands expriment leur solidarité et leur soutien, en se contentant de partager le fardeau, sans partager le risque.

De fait, l'attitude de l'Allemagne reste imprégnée par sa « culture de la retenue » (*Kultur der Zurückhaltung*). Le pays joue au médiateur, souvent avec succès : sa participation aux négociations sur l'accord nucléaire avec l'Iran dans le cadre du groupe « 5+1 » témoigne de son retour au Proche-Orient. Sa crédibilité économique et sa non-implication militaire lui offrent des marges de manœuvre : l'Allemagne s'est transformée en « champion

CONTRECHAMPS
Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

du monde des négociations »[19]. Toutes les conditions sont réunies pour que l'Allemagne joue, selon les termes de Steinmeier, le rôle du « facilitateur en chef de l'Europe », garant de la cohésion européenne[20].

Franck-Walter Steinmeier rappelle, le 6 octobre 2015, devant l'Assemblée générale des Nations unies, la formule de Willy Brandt dans sa première déclaration gouvernementale en 1969 : « Nous, Allemands, voulons être un peuple de bons voisins. » Il s'agissait alors, explique le ministre des Affaires étrangères, de se réconcilier avec la France, la Pologne, et d'autres pays européens ; dans le contexte actuel, la phrase prend un autre sens : « Aujourd'hui, alors que le monde est plus petit, mais que les crises sont aussi nombreuses, nous, Allemands, voulons être un peuple de bons voisins, pour nos voisins proches et lointains. » Le rôle de l'OSCE, sous présidence allemande en 2016, est ainsi mis en relief dans la crise ukrainienne : les « conflits ne peuvent être résolus que grâce à la diplomatie multilatérale ».

L'Allemagne a, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de bonnes raisons de ne pas vouloir de domination, plus précisément de ne pas vouloir une certaine part ou un certain mode de domination. Berlin n'exerce un *leadership* que contre son gré, de préférence au plan économique, rarement en politique extérieure et jamais militairement. Le pays a du mal à assumer davantage de responsabilités dans un cadre européen, alors que sa position « centrale » lui donne des responsabilités.

Un *leadership* à contre-cœur

Le 28 novembre 2011, Radek Sikorski, alors ministre polonais des Affaires étrangères, déclare au Bundestag : « J'ai moins peur de la puissance allemande que je ne commence à craindre son inaction » (pour sauver l'euro). Le 7 février 2012, devant la Conférence sur la Sécurité de Munich, Daniel Ayalon, vice-ministre israélien des Affaires étrangères, se déclare en faveur d'un « *leadership* allemand » (pour régler le dossier iranien). Voilà deux représentants de deux pays ayant particulièrement souffert du nazisme qui accordent désormais à l'Allemagne plus d'influence qu'elle-même n'en réclame.

Une Suisse en grand ?

L'Allemagne des années 2010 n'est plus le « géant névrotique paralysé par son pessimisme » que décrivait le philosophe Peter Sloterdijk en 2003[21].

19. A. Rinke, « Verhandlungs-Weltmeister. Berlins Erfolgsrezept : Inhaltliche Härte und ständige Gesprächsbereitschaft », *Internationale Politik*, n° 5, juillet 2015, p. 68-75.
20. F.-W. Steinmeier, « Save Our Trans-Atlantic Order », *International New York Times*, 12 mars 2015.
21. Entretien avec P. Sloterdijk, *Enjeux Les Échos*, septembre 2003, disponible sur : <http://archives.lesechos.fr>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Entre la crise grecque et l'accueil massif de migrants et réfugiés, en passant par la gestion de la crise ukrainienne, l'Allemagne, admirée et crainte à la fois, cherche son salut dans un modèle de grande Suisse. Elle est très prudente dans ses engagements extérieurs, mais toujours disponible comme médiateur : l'Allemagne se pense comme puissance commerciale à l'échelle du monde, en quête de bons rapports avec tous les pays avec lesquels le commerce est lucratif. Mais peut-elle se satisfaire de cette posture ?

Les défis à surmonter sont de deux ordres. D'une part, l'Allemagne ne perçoit pas la politique étrangère comme un domaine pouvant exiger le recours à la force. Comme les différents Livres blancs le soulignent, la résolution des conflits doit d'abord relever de la diplomatie, de l'aide au développement, de la diffusion des principes de la démocratie et de l'état de droit, de la formation de fonctionnaires pour l'administration. L'emploi de la force doit rester l'exception et l'ultime recours, dans le cadre d'opérations internationales sous l'égide des Nations unies ou de l'OTAN. L'Allemagne s'est engagée par solidarité envers la France en Syrie pour lutter contre l'État islamique, mais elle n'est pas prête à participer à une opération militaire extérieure dans le cadre de l'UE si sa sécurité n'est pas directement, et de manière imminente, menacée. D'autre part, si l'Allemagne, en manque d'enfants, a plus que jamais besoin de bras pour financer ses retraites, comment nier que l'intégration des populations nouvelles n'est pas seulement affaire d'arithmétique, qu'elle est avant tout une question sociale et culturelle ? L'accueil et l'intégration du million de réfugiés de 2015, de ceux qui continuent d'arriver, constituent un défi politique, humain, logistique et financier de grande ampleur : c'est tout le débat qui prend corps outre-Rhin.

Si l'Allemagne domine grâce à sa puissance industrielle, elle est en même temps affaiblie par la remise en cause d'un certain nombre de leviers économiques et sociaux à l'origine de ses performances. La volonté d'imposer des mesures sévères et coercitives aux pays de la zone euro accentue la crise de l'euro avec un effet boomerang sur les exportations allemandes. L'économie allemande, tant vantée, ne justifie que partiellement les louanges : ses résultats ne sont pas uniformément positifs, et les politiques qui y conduisent ne peuvent être reproduites à l'échelle européenne. Nombre de spécialistes s'inquiètent de l'avenir du « modèle » économique et social allemand. Marcel Fratzscher, directeur de l'Institut pour la recherche économique (DIW) de Berlin – auteur d'un ouvrage au titre sans équivoque : *Die Deutschland-Illusion* [*L'illusion allemande*][22] –,

22. M. Fratzscher, *Die Deutschland-Illusion*, Berlin, Carl Hanser, 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 19/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

estime que l'Allemagne est un pays en déclin vivant sur ses acquis, et pointe ses faiblesses : une croissance et des salaires faibles, une forte hausse des inégalités, un investissement public en berne, des infrastructures publiques en ruine. Pour l'économiste Olag Gersemann, auteur de *Die Deutschland-Blase* [*La Bulle allemande*], on assiste au « chant du cygne » d'une puissance économique qui a profité de circonstances favorables qui vont bientôt disparaître[23]. Au-delà des interrogations conjoncturelles, le débat est donc de plus en plus nourri sur la fragilité à long terme du « modèle allemand », qui pourrait amorcer un déclin durable.

L'ampleur de la tâche ne peut se comparer qu'aux prouesses historiques du pays après la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne, sous la gouverne d'Angela Merkel, peut-elle relever les défis d'aujourd'hui, comme elle sut renaître de ses décombres grâce à Konrad Adenauer, ou faire face à l'unification et au retour à la souveraineté avec Helmut Kohl ? Une puissance morale ne peut certainement pas se permettre une profonde « hibernation » – que décrivait en 2014 le journaliste politique Stephan Hebel, pointant l'immobilisme et une politique étrangère sans inspiration[24]. De la gestion du dossier des réfugiés dépend non seulement l'avenir politique d'Angela Merkel, qui espère être réélue pour un quatrième mandat à l'automne 2017, mais simplement l'avenir d'une Allemagne prospère.

Mots clés
Allemagne
Puissance économique
Politique étrangère
Engagement militaire

23. O. Gersemann, *Die Deutschland-Blase. Das letzte Hurra einer großen Wirtschftsnation*, Stuttgart, DVA, 2014.
24. S. Hebel, *Deutschland im Tiefschlaf. Wie wir unsere Zukunft verspielen*, Francfort-sur-le-Main, Westend, 2014.